

Pour la Broye, la réforme du marché du sucre sera salée

BETTERAVE • *Les conséquences du projet européen présenté mercredi à Bruxelles pourraient être désastreuses: les bilatérales bis ne prévoient aucune compensation pour les producteurs. L'interprofession exige une rencontre avec Joseph Deiss au plus vite.*

CATHY CRAUSAZ

Un terrible coup de chaleur. C'est ce qu'ont vécu hier les producteurs de betteraves. Non pas en raison du retour du soleil et des températures estivales, mais à cause du projet européen de réforme du marché du sucre. La Commission européenne a lancé mercredi à Bruxelles ce chantier qui préconise une forte baisse des subventions et une réduction des quotas (*La Liberté* d'hier). Pour les producteurs suisses, il est synonyme d'une baisse du prix de la betterave sucrière de 38% d'ici à 2007/08.

Grande productrice de betterave sucrière, la Broye est touchée de plein fouet par cette réforme. Elle concerne en effet quelque 650 paysans fribourgeois et vaudois de la région (ils sont 7100 en Suisse). En cas d'adoption par les Vingt-Cinq de ce nouveau régime communautaire pour le sucre, les conséquences pour les exploitations helvétiques seraient «désastreuses».

«D'UNE ARROGANCE...!»

C'est le terme employé par Michel Losey, président de l'Association des producteurs de betteraves de la Sucrierie et raffinerie d'Aarberg (SRA), pour en définir la portée. Ce qui fait bondir l'agriculteur de Sévaz, c'est que l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) n'a rien prévu dans les bilatérales bis pour compenser

des différences de prix dans le secteur du sucre. Et la diminution ne pourra pas être compensée par des primes qui seraient octroyées par la Confédération. «Ces primes seraient un soutien déguisé du prix, donc incompatibles avec les dispositions de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).»

Il y a un mois a eu lieu à Berne le congrès de la Confédération internationale des betteraviers européens (CIBE), qui regroupe 26 pays dont la Suisse. Un représentant du commissaire européen à l'Agriculture Franz Fischler a présenté aux délégués l'avant-projet qui a été soumis mercredi aux Vingt-Cinq. «Cette personne a été d'une arrogance incroyable», se souvient Michel Losey. «Elle nous a dit que de toute façon nous n'avions pas le choix, que le paquet était ficelé et qu'il serait appliqué ainsi.»

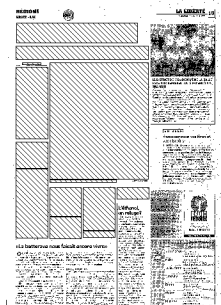
Un ton qu'on retrouve aujourd'hui dans la riposte qu'annoncent les betteraviers. «Les gens vont réagir. Des manifestations se préparent dans les grandes villes d'Europe, notamment en France et en Allemagne (les deux plus grands producteurs européens, ndlr)», prévient Michel Losey. Quelque 800 producteurs d'Espagne, d'Italie, du Portugal et d'Irlande ont déjà manifesté mercredi à Bruxelles.

CONSOMMATEUR EN OTAGE

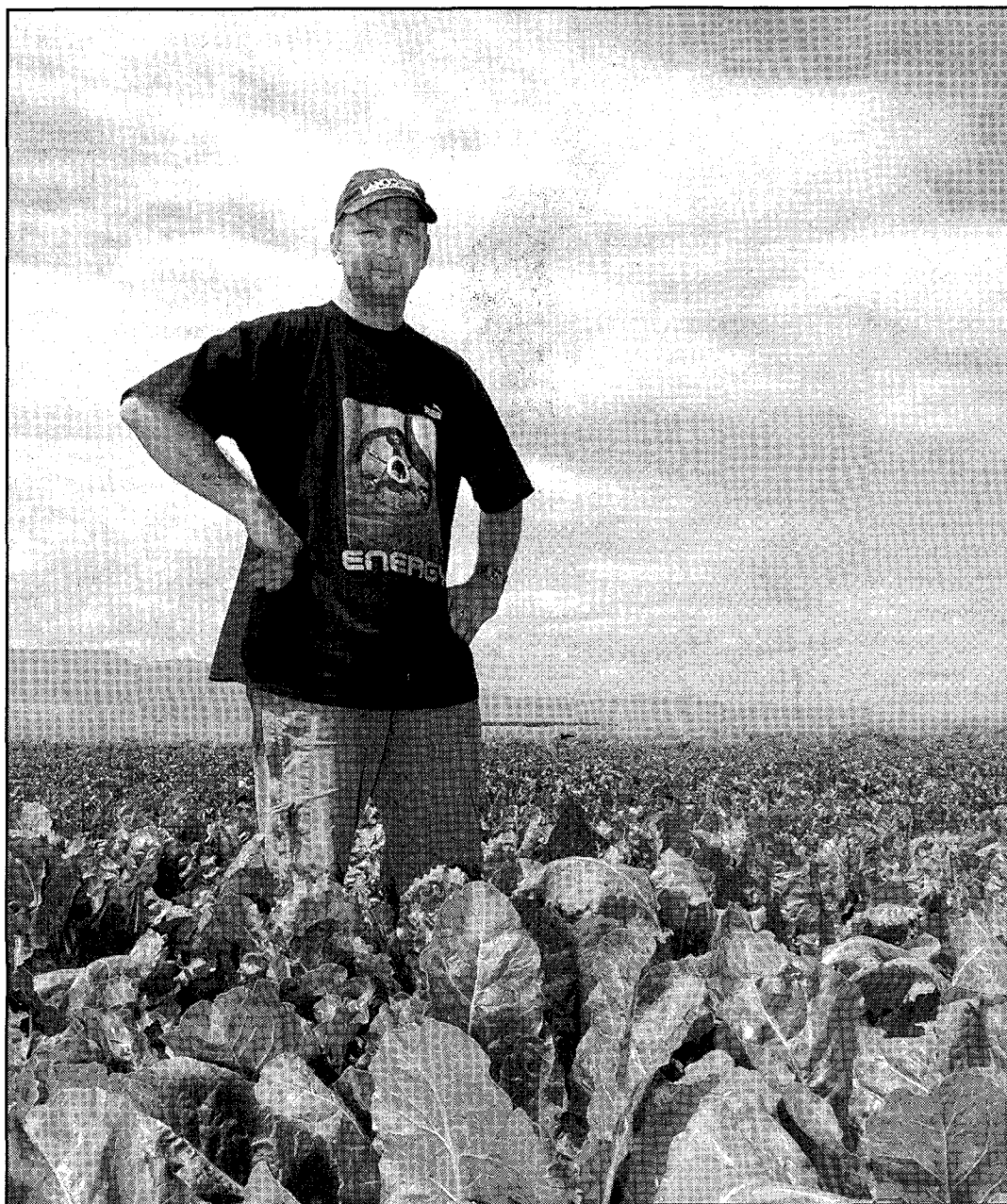
Fourbit-on aussi ses armes en Suisse? «Tous les producteurs européens refusent ce projet, y compris les Suisses», répond Michel Losey. Et d'évoquer le sondage réalisé par la CIBE auprès d'une large palette de consommateurs de l'UE. «Personne en Europe ne conteste le prix du

sucre. Dans cette affaire, le consommateur est pris en otage.» Mais avant d'aller manifester devant le Palais fédéral, les producteurs suisses souhaitent échanger leurs points de vue avec le conseiller fédéral Joseph Deiss, patron du Département fédéral de l'économie (DFE). La Fédération suisse des betteraviers, présidée par Werner Schwendimann, va exiger une entrevue au plus tôt avec le président de la Confédération.

Pour Michel Losey, l'avenir du projet dépend des réactions de la base et des politiciens. Un avis que rejoint Fritz Blaser, chef du



management de la Sucrierie d'Aarberg. «Pour amortir cette baisse, il faudra trouver une solution qui dépend de décisions politiques. Elles détermineront aussi l'avenir des sucreries», commente-t-il en l'absence de son directeur Joseph Arnold. CCr



Selon Michel Losey, la baisse des subventions aurait un effet désastreux.

«La betterave nous faisait encore vivre»

«On peut tout de suite arrêter la betterave.» Louis Penseyres de Payerne est clair: avec une perte de 4 fr. par 100 kg – le prix moyen du quintal passant de 10,77 à 6,77 fr. – le président des producteurs de betterave sucrière de la Broye vaudoise pense qu'il serait aberrant de maintenir cette culture. «Avec un tel tarif, on ne couvre pas les frais de production en Suisse», constate également Michel Losey de Sévaz. «Actuellement, nous travaillons à environ 30 fr. de l'heure, un montant brut qui comprend l'amortissement des infrastructures.»

Agriculteur à Domdidier, José Corminboeuf est moins catégorique que ses deux collègues. Le responsable du plan de chargement de la région de Domdidier compte bien poursuivre sa production sucrière. Pour son exploitation, il estime le manque à gagner annuel à 10 000 fr. Il espère pouvoir les compenser en limitant encore des charges qui sont déjà passablement compressées. N'est-ce pas mission impossible? «Si j'arrête la betterave, par quoi je vais la remplacer? Qu'est-ce qui est rentable aujourd'hui?», se demande-t-il. Seul sur l'exploitation et «heureux que son fils ne se destine pas à l'agriculture», José Corminboeuf n'est pas prêt à opter pour la jachère, pourtant bien rémunérée (3000 fr. par hectare et par année). «Mais c'est absurde, on devient des chasseurs de primes. Le fondement du métier de paysan est de produire de l'alimentation.»

PAS DE DÉBOUCHÉS

Pourquoi ne pas remplacer la betterave sucrière par une autre culture? Sur ce point, les paysans sont unanimes: il n'y a pas de débouchés. Le prix des céréales a chuté de 50% ces dernières années, alors que la culture de la pomme de terre est très coûteuse en équipement et main-d'œuvre.

«La betterave était encore une production qui nous faisait vivre. Avec les nouvelles techniques culturales qui nécessitent très peu de main-d'œuvre, c'est rentable», soupire Louis Penseyres, qui n'est pas du genre à baisser les bras. «On va se battre. Mais si le projet passe, on n'échappera pas à une refonte totale de nos exploitations. Je devrai peut-être me séparer de mon employé agricole, ou trouver un autre revenu et envoyer ma femme travailler à l'extérieur.» CCR

L'éthanol, un refuge?

De la betterave dans l'essence. Ou plutôt dans l'éthanol. C'est un débouché qu'étudie actuellement une commission ad hoc de l'Association des producteurs de betteraves de la Sucrerie et raffinerie d'Aarberg. Issu de la fermentation alcoolique de plantes plus ou moins riches en glucides comme la betterave, l'éthanol peut être mélangé à l'essence jusqu'à hauteur de 15%. Ce carburant à base de matières premières renouvelables est toutefois beaucoup plus coûteux que l'essence traditionnelle. «Ça serait une bonne solution de rechange pour les producteurs de betteraves et je verrais bien une usine s'implanter soit dans la Broye soit dans la plaine de l'Orbe», imagine Michel Losey. «Mais il faut là aussi convaincre les politiciens pour obtenir une défiscalisation du carburant.» Si les milieux pétroliers sont intéressés à se porter partenaires, la Confédération n'est en effet pas prête à renoncer à une partie de la taxe sur l'essence. «Ils ne veulent même pas aborder la question...» CCR